

# Interview Olivier GACQUERRE

Julien

Aujourd'hui, nous vous proposons l'interview d'Olivier Gacquerre, maire sortant de Béthune. Il est âgé de 49 ans. Olivier Gacquerre, Bonjour.

Olivier Gacquerre  
Bonjour.

**Julien**

**Alors vous êtes maire sortant de Béthune, candidat à votre réélection pour un 3e mandat, vous porterez la liste « proche de vous, forts ensemble » lors des élections des 15 et 22 mars prochains, pourquoi vous présentez vous à nouveau face aux électeurs pour briguer l'écharpe de maire ?**

Olivier Gacquerre

D'abord parce que je suis né ici et que j'ai Béthune en moi et que j'ai beaucoup reçu de cette ville. Béthune, c'est pas juste une ville, c'est une ville juste en fait. C'est pour ça qu'on se bat et on a encore beaucoup de projets à mener.

Le 2e mandat est un mandat très compliqué pour nous. On a dû vivre d'abord la COVID, on a vécu ensuite Bridgestone, la fermeture de Bridgestone, la crise énergétique, l'inflation.

On a donc dû reporter quelques projets et forcément, avec l'équipe, on a envie d'emmener jusqu'au bout, la promesse qui a été faite de rendre plus attractive et plus juste la ville.

**Julien**

**Dans le cadre de ces interviews de candidats, nous proposons à chacun d'entre eux de nous présenter une mesure forte de leur programme. Alors, Olivier Gacquerre, Quelle est la mesure que vous souhaitez mettre en avant auprès des auditeurs et électeurs béthunois ?**

Olivier Gacquerre

Parmi les nombreuses propositions, une phare et qui sera réalisée rapidement dans les 12 mois, c'est la création d'une brigade de sécurité routière, donc on va recruter 5 policiers supplémentaires. Qui seront dédiés à la lutte contre les incivilités et particulièrement sur les routes.

C'est vrai qu'aujourd'hui on se rend compte que d'un point de vue déplacement, mobilité dans la commune, que ce soit sur les 2 roues, trottinette ou autre, ou en voiture, on a besoin de sérénité. Et notamment nous allons mettre un zoom sur l'éclairage public et notamment sur les passages piétons. Parce que dans la sécurité routière, il y a notamment le sujet des piétons.

Donc c'est revenu souvent dans nos réunions publiques et on a donc décidé de faire un arbitrage budgétaire et d'aller vers ça tout de suite.

**Julien**

**Mais il y a déjà des choses qui existent déjà. Il y a des agents qui sont mobilisés, par exemple sortis des écoles pour aider les béthunois et les béthunoises à traverser. En quoi justement cette proposition va améliorer les choses ?**

Olivier Gacquerre

Bien parce que vous venez de le dire, en fait on a 202 policiers aujourd'hui d'ailleurs qu'on a dû armer au cours du mandat, alors ça a été suite à une consultation et elles sont nombreuses les missions de policiers municipaux. C'est d'abord une police de proximité comme vous le savez, mais on a besoin aujourd'hui d'une équipe plus mobile peut être et qui nous permettra d'être dédié, spécialisé sur ce sujet de la sécurité routière, donc dédié vraiment à cela. Pour le reste, nous allons continuer donc la sécurisation des entrées d'école, des bâtiments.

On a aussi un sujet sur la nuit avec la charte de la ville nocturne et on va aussi mettre en place des maîtres chiens autour d'établissements, on a souvent des nuisances et des incivilités aussi aux sorties des bars la nuit, donc tout cela est maintenu. On va aussi continuer à renforcer la police administrative. J'entends par là donc aussi le contrôle des commerces illégaux mais en particulierité,

On va avoir donc un zoom, on verra sous quelle forme d'ailleurs ça prendra cette police de proximité dédié sécurité routière. Peut-être même des gens à moto. Mais ce qu'on veut, c'est apaiser la ville et surtout apaiser la circulation dans la ville pour la sécurité de tous.

**Julien**

**Une brigade qui, on l'imagine, si elle est mise en place, sera amenée à verbaliser, elle aura des pouvoirs en ce sens ?**

Olivier Gacquerre

Évidemment, puisque c'est une police municipale, nous on cherche pas à verbaliser, on demande simplement aux gens de ralentir et finalement de respecter le code de la route et surtout de respecter les autres. Aujourd'hui, on a déjà la possibilité de le faire puisqu'on a développé la vidéo verbalisation. Comme vous le savez, on a plus de 400 caméras. On a un centre de supervision urbain qui nous aide à distance avec des téléopérateurs assermentés à gérer les choses.

Alors encore une fois, nous on est pas là pour faire la chasse à la pièce. C'est pas ça du tout le sujet, mais quand il y a des actes après discernement qui nécessitent d'avoir un rappel à la loi et par l'amende en l'occurrence, on le fera.

Je pense par exemple à un franchissement de feu rouge. Le non-respect des passages piétons ça peut être aussi la vidéo verbalisation du dépôt sauvage, là on parle plutôt côté propriété urbaine. Donc aujourd'hui le sujet c'est pas tant budgétaire parce que cet argent-là évidemment le produit ne vient pas dans les caisses de la ville.

Je vais l'expliquer l'autre jour. Donc c'est pas un moyen de trouver des recettes supplémentaires, c'est juste un moyen de temps en temps après avoir fait de la prévention, de rappeler qu'il y a une sanction. Quand on joue et qu'on dépasse les règles, les limites, Eh bien on est sanctionné. C'est normal. C'est aussi ça la justice et l'équité.

**Julien**

**On s'intéresse aussi spécifiquement à Béthune dans ces portraits de candidats à la question de la sécurité, vous avez initié, vous l'avez rappelé, l'armement de la police municipale. Vous avez augmenté aussi les moyens dédiés à la vidéoprotection, qu'est-ce qu'il reste à faire sur le plan de la sécurité ? Donc quelles mesures proposerez-vous dans votre programme à part cette brigade dédiée à la sécurité routière ?**

Olivier Gacquerre

Je pense que aujourd'hui, on a déjà fait beaucoup en matière de sécurité. Il faut renforcer bien sûr tous les partenariats avec la police nationale et la justice. On a déjà commencé par des conventions spécifiques. Je pense qu'il y a sujet aussi avec les douanes parce que on se voit, on voit se développer des trafics, notamment de produits illicites, le tabac aussi notamment. Donc il faut qu'on renforce le partenariat.

Mais je rappelle quand même que la sécurité, c'est avant tout une compétence de l'État et qui nous appartient pas de dévoyer cette compétence.

Le Beauvau des polices municipales auquel j'ai participé, c'est à dire que les maires de France avaient sollicité, notamment à l'époque du ministre Retailleau une audience pour pouvoir travailler sur les prérogatives des polices municipales.

On a enfin obtenu en tout cas une première réponse puisque le Sénat a déjà voté en faveur d'un projet de loi qui va nous permettre notamment de faire plus de contrôle d'identité, de fouilles notamment dans les coffres, mais aussi de pouvoir mettre des amendes forfaitaires intellectuelles, notamment pour les gens qui consomment des stupéfiants sur l'espace public.

Donc je crois que tout ça va nous permettre d'être encore plus présent. Mais je le dis avec beaucoup de recul et de sagesse, il ne s'agit pas pour nous d'avoir des shérifs, d'avoir des cowboys, mais d'avoir une police de proximité et de prévention.

Donc aujourd'hui, je pense qu'on est très réactif sur beaucoup de sujets, on continuera l'être.

Notamment un sujet qui concerne aussi les transports en commun puisque nous pouvons maintenant monter dans les dans les bulles, dans les transports en commun avec tadao, ça c'est important pour nous de sécuriser ces transports collectifs.

On a fait d'ailleurs des opérations avec la Suge, la police ferroviaire, puisque nous avons aussi une Convention pour ça, sécuriser à leur demande aussi les descentes de trains, donc la gare en tant que telle.

Et puis avec les bailleurs, on a aussi signé une convention, je pense qu'elle va monter en puissance, sur le contrôle et des parties communes, notamment pour éviter des squats ou en tout cas des mauvais comportements des parties communes. Donc vous voyez bien, il y a ce sujet sécurité. Mais je voudrais aussi parler de l'éducation juste en pour en dire un mot, parce que on parle toujours sécurité, sécurité, sécurité mais ça passe aussi par l'adhésion aussi des gens aux valeurs collectives. Et donc la sécurité chez nous, c'est 3 millions et demi d'euros par an, ce qui est un budget quand même assez conséquent.

Mais n'oublions pas qu'à côté de ça on met 8 000 000 pour l'éducation, parce que moi je reste persuadé qu'à partir du moment où les gens adhèrent à ce système de valeurs collectives, se comportent bien, on n'a pas besoin forcément de mettre des policiers.

Donc faut bien faire preuve de distinction entre ce qui va être le mauvais comportement lié à un manque d'éducation et de respect de ce qui va être finalement une provocation ou la volonté de de mal faire, donc je tiens à le dire parce que dans beaucoup de discours on nous explique, il faut mettre des policiers, des policiers, des policiers. Oui encore faut-il qu'il y ait encore la justice derrière, que les punitions soient exécutées aussi.

Ça pose aussi là le problème bien évidemment des maisons d'arrêt, des saturations aujourd'hui des places de prison. Donc je crois aussi à une société qui éduque et qui peut donc après protéger évidemment ou défendre. Donc ça c'est pour moi un point important qu'on retrouve dans au sein du programme.

## **Julien**

**Votre programme va être présenté à l'ensemble des béthunois. On est aujourd'hui dans une période compliquée budgétairement à tous les niveaux. Quels seront les leviers de financement de votre programme ?**

Olivier Gacquerre

Eh bien on fera comme à la maison avec ce qu'on a ! C'est à dire que d'abord, on n'augmentera pas la fiscalité locale. Ça c'est un point d'honneur. Ça veut donc dire que on fera avec nos recettes, les dépenses qu'il conviendra de faire. C'est pour ça qu'il y aura pas de grandes promesses.

On va surtout s'atteler, je pense, sur ce mandat à venir à protéger le pouvoir d'achat des habitants. Donc on a toute une politique de redistribution de tarifs bas de service, on n'y touchera pas. On veut travailler notamment sur les achats groupés aussi pour pouvoir baisser les tarifs sur l'énergie ou sur d'autres types de services comme l'assurance maison par exemple, habitation.

Et sur le reste... Eh bien on espère que le l'État va nous maintenir ses crédits. C'est pour l'instant mal parti puisque on voit bien que l'État ne cesse de demander aux collectivités de de contribuer au financement de la dette. Et donc ça se traduit par des baisses de recettes pour la commune.

En 2014, la commune touchait plus de 4 000 000 d'euros par an de dotation globale de fonctionnement. L'année dernière, c'était 885 000. En parallèle, depuis que Bridgestone a fermé ses portes, on perd des recettes fiscales également sur le foncier bâti. Pour nous, la ville de Béthune, c'est 1 200 000€ par an. Donc vous avez compris qu'on a dû resserrer le fonctionnement pour pouvoir dégager des marges de manœuvre et investir.

Donc c'est dans ce contexte-là qu'on va on va agir. On va surtout donc conforter ce que nous avons : rénover, entretenir avant de vouloir reconstruire.

Et en cela, on est très heureux d'avoir aujourd'hui un fort réseau d'investisseurs privés qui notamment ont déjà déposé des permis de construire ou attirer la collectivité, la commune vers le haut. On a eu notamment la confirmation de l'arrivée d'un complexe de loisirs, *le 10-55*, c'est le nom du concept, et tout cela va nous aider à conforter l'attractivité de la ville au sens large.

Donc un mandat où finalement on sera très gestionnaire, mais aussi avec un regard du quotidien solidaire et puis quelques grands projets d'investissement évidemment, l'hôtel de ville, l'église Saint Vaast, le théâtre, mais aussi nos équipements sportifs.

On a vocation à transformer les terrains en herbe en terrain synthétique puisque comme vous le savez, on a aussi des enjeux écologiques très importants sur la consommation d'eau, le passage de tout, l'éclairage public en LED et donc tout ce qui accompagnera la transition de la commune pour faire face également au réchauffement climatique.